



Paris, le 22 mars 2023

**M. Bruno LEMAIRE**

Ministre de l'Economie, des Finances et de de  
la Souveraineté industrielle  
et numérique de la France

**M. Gabriel ATTAL**

Ministre de l'Action et des Comptes publics

**Mme Anne BLONDY-TOURET**

Secrétaire Générale des Ministères  
économiques et financiers

**Messieurs les Ministres,**

**Madame la Secrétaire Générale,**

À la lecture de nos expressions unitaires depuis deux mois, vous avez une idée on ne peut plus  
claire s'agissant de notre perception de la réforme des retraites.

Nous avons du décliner votre première convocation à la formation spécialisée du Comité Social  
d'Administration entraînant de fait le report de cette instance.

Lors de cette semaine devaient se tenir un Conseil National d'Action Sociale (C.N.A.S.), et une  
première réunion dédiée à la négociation du 4<sup>e</sup> plan en faveur de l'égalité Femmes/Hommes.

Au regard du contexte général, il nous semble incohérent de maintenir un dialogue social comme si  
tout ce que traverse le pays n'était pour nous qu'un écho lointain.

Au contraire, nous sommes pleinement et gravement préoccupés :

- du contenu et des effets du projet de réforme que porte le Gouvernement, pour les agents des  
Finances,
- des traces profondes que tout ceci laissera dans la société française,

- de l'avenir d'un dialogue social, au vu du peu d'espace qu'il lui a été laissé au cas d'espèce.

Vous devinerez aisément que cette profonde préoccupation a franchi un cap depuis le recours à l'article 49.3 de la constitution.

Dès lors, l'ensemble des fédérations ne participera pas aux instances mentionnées ci-dessus.

S'agissant du CNAS, c'est évidemment à regret que nous prenons cette décision, eu égard à l'importance de l'action sociale, pour les agents.

Dans le cas de la deuxième réunion, nous refusons de commencer une négociation sur l'égalité femmes-hommes, dans le contexte actuel, alors que les femmes sont particulièrement impactées par cette réforme.

C'est un geste grave pour la suite des relations sociales dans ce ministère qu'à notre sens, la situation exige. Et il est utile que vous en mesuriez le sens et la portée.

En effet, dans ce contexte de passage en force de la réforme des retraites, le dialogue social ne pourra pas reprendre de manière constructive dans notre ministère, sans que vous démontriez par des actes forts que vous êtes disposés à prendre en compte les attentes et besoins des personnels.

Espérant le retour à une situation sereine, nous vous prions d'agréer, Messieurs les Ministres, Madame la Secrétaire Générale, l'expression de nos plus respectueuses salutations.

**P/LES FEDERATIONS SOLIDAIRES – CGT –  
CFDT/CFTC – FO – UNSA / CGC**

Les secrétaires généraux/ales et président(e)s

**Anne GUYOT-WELKE**

**Alexandre DERIGNY**

**Denis GREGOIRE / Isabelle REYJAL**

**Philippe GRASSET**

**Hervé PAPIN / Roger SCAGNELLI**